CONSEIL D'ETAT
LÉGISLATION
0 2 08. 1977
RAAD VAN STATE
WETGEVING

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 1er mars 1977, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal n°1 "relatif à l'exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités", a donné le 29 juin 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1e maart 1977 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 1 "tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel", heeft de 29e juni 1977 het volgend advies gegeven :

Le projet soulève les observations suivantes :

Article 3.

Bien que le projet d'arrêté royal ne mette en vigueur qu'une partie de la loi, il doit être entendu que le régime que les articles 3 et 4 rendent applicable à certains agents et non applicable à d'autres, est le régime entier institué par la loi.

Le second alinéa du 1°, de l'article 3, en tant qu'il entend soumettre les délégués ouvriers à l'inspection des mines et à l'inspection des minières et carrières à l'application de l'arrêté royal en projet, est dépourvu d'utilité du fait que ces personnes figurent dans le ressort de l'un des comités de secteur.

En tant qu'il fait réserve des dispositions de la loi du 31 décembre 1958 et de celles de la loi du 12 avril 1960, le second alinéa est dépourvu de portée juridique, des arrêtés royaux ne pouvant recevoir application que dans la mesure où la loi le permet.

Article 5.

Le Roi n'a pas, dès à présent, le pouvoir de prendre les dispositions prévues à cet article. Celles-ci ne pourraient être édictées qu'après la négociation prévue à l'article 2, § 1er, de la loi, négociation qui devra avoir lieu au sein du comité commun prévu à l'article 3, § 1er, 3°, de la loi. Or, ce comité commun ne sera créé que par l'article 7 de l'arrêté en projet.

.../...

L'article 5 devrait, dès lors, être omis. Pour éviter de devoir modifier le numérotage des articles suivants, il est proposé de reprendre sous l'article 5 le second alinéa de l'article 4.

Article 9.

Cet article sera provisoirement sans application puisque les ressorts des comités particuliers de négociation n'ont pas encore été créés et que leur création n'est pas prévue par le présent projet.

Article 11.

En ce qui concerne le 2° de cet article, le Conseil d'Etat observe que la loi prévoit (article 5, 2e phrase) que, dans le comité commun, dans le comité des services publics nationaux et dans les comités de secteur, la délégation de l'autorité comprend entre autres le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique ou leurs délégués. Qui seront les autres membres de ladite délégation ? Selon le fonctionnaire compétent, les délégations de l'autorité auprès de chaque comité, général ou particulier, seront fixées, au moins après chaque installation de gouvernement, et peut-être entretemps, par des "actes internes" du Conseil des ministres. Or, aux termes de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1974, c'est le Roi qui détermine la composition des comités de négociation. A supposer qu'il ne veuille pas déterminer chaque composition d'avance et de manière trop précise, il devrait à tout le moins fixer des règles selon lesquelles les ministres détermineraient concrètement la composition des comités et, notamment, fixer le nombre maximum de leurs membres.

.../...

Article 12.

L'article se borne à énoncer que "Toute organisation syndicale visée à l'article 11, compose librement sa délégation".

Il va de soi que le Roi doit laisser à chacune des organisations syndicales, la faculté de choisir librement les membres de sa délégation. En revanche, pour satisfaire à l'obligation que lui impose l'article 5 de la loi du 19 décembre 1974 de "détermine(r) la composition ... des comités de négociation", le Roi doit, du moins, fixer le nombre maximum de membres que peuvent comprendre les délégations des organisations syndicales.

Article 13.

Il suffit qu'une question soit soumise au président par une organisation syndicale. Il faut donc écrire : "ou par une organisation syndicale".

Articles 19 et 20.

Aucun agrément n'est prévu pour que les organisations syndicales représentatives puissent siéger dans les comités de négociation (voir l'article 7, § ler, § 2 et § 3 et l'article 8, § ler, 1°, et § 2, 1° de la loi). Il faut sans doute qu'elles se fassent connaître et qu'elles prouvent qu'elles réunissent les conditions légales. (La loi ne le prévoit pas, mais cela va de soi).

Il n'en va pas de même pour les organisations syndicales non représentatives, admises à siéger dans les comités particuliers. Celles-ci doivent être agréées (article 8, § ler, 2° et § 2, 2°, de la loi). Sans doute l'agréation est-elle en

.../...

principe de droit "dès le moment où elles se sont fait connaître à l'autorité intéressée par l'envoi sous pli recommandé à la poste, d'une copie de leurs statuts et de la liste de leurs dirigeants responsables". Mais il n'en est ainsi que "sauf les cas déterminés par le Roi" (article 15 de la loi). Semblable réserve n'est pas faite à propos de l'admission des organisations représentatives dans les comités, généraux ou particuliers. Dès lors, en soumettant l'admission des organisations représentatives au comité commun (et, indirectement, au comité des services nationaux et au comité des services provinciaux et locaux) à la formalité de l'agrément et en disposant que les conditions de cet agrément sont celles de l'article 15 de la loi, les articles 19 et 20 ajoutent à celle-ci.

En conséquence, il y a lieu d'adapter la rédaction de l'article 19, d'omettre l'article 20 du projet et de scinder l'article 21 du projet en un article 20 et un article 21 nouveaux, pour que la numérotation des articles suivants ne soit pas modifiée.

Observations relatives aux articles 23, 26 et 30.

L'article 23 détermine la composition du comité des services publics nationaux; l'article 26, celle du comité des services publics provinciaux et locaux; l'article 30, celle des comités de secteur. A cet effet, les articles cités se réfèrent respectivement à l'article 7, § 2, à l'article 7, § 3, et à l'article 8, § ler de la loi du 19 décembre 1974.

Aux termes de l'article 7, §§ ler et 2 de la loi, aucune organisation syndicale ne peut être considérée comme représentative soit pour siéger dans le comité des services publics nationaux, soit pour siéger dans le comité des services publics provinciaux et locaux, si elle ne satisfait pas, en plus des autres conditions énoncées, à la condition de compter "un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 p.c. de l'effectif occupé dans l'ensemble des services publics ... aux membres du personnel desquels la ... loi a été rendue applicable", et pour lesquels le comité dont il s'agit est compétent. Pour les comités de secteur dont la constitution est prévue par l'article 4, § ler, 1°, de la loi, l'article 8, § ler de celle-ci établit la règle qu'outre toute organisation syndicale siégeant au comité des services publics nationaux, est considérée comme représentative l'organisation syndicale agréée conformément à l'article 15 et satisfaisant aux diverses conditions énoncées et notamment à la condition d'être celle des organisations qui comprend le plus grand nombre d'affiliés cotisants, parmi les organisations syndicales ne siégeant pas au comité des services publics nationaux mais ayant toutefois un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 p.c. des agents en activité dans les services pour lesquels le comité de secteur dont il s'agit est compétent.

.../...

En ce qui concerne la représentativité des organisations syndicales, le régime institué par la loi du 19 décembre 1974 diffère, dans une assez large mesure, de celui qui était prévu par l'avant-projet de loi sur lequel le Conseil d'Etat a donné son avis. En s'inspirant notamment de cet avis, le Gouvernement a apporté, dans le projet de loi, certaines modifications aux conditions imposées aux organisations syndicales pour qu'elles puissent être considérées comme représentatives. (Doc. parl. Ch. sess. 1970-1971, n° 889/1, 18 février 1971, pp. 26-29, et pp. 7 et 11-12).

Dès le début des travaux parlementaires, au cours des mois de mai et juin 1971, la détermination des critères de représentativité a donné lieu au dépôt de plusieurs amendements. (Doc. n° 889/3; n° 889/5; n° 889/6). Ultérieurement, la même question a encore fait l'objet d'autres amendements. (Voir notamment doc. parl. Ch. sess. 1972-1973, n° 424/3, 6 novembre 1972). La plupart des amendements cités tendaient au rétablissement d'élections.

A la suite des discussions qui avaient surgi, le Gouvernement a présenté, le 19 octobre 1973, un ensemble d'amendements. (Doc. parl. Ch. sess. 1972-1973, n° 424/4). Ceux-ci tendaient, en premier lieu, à modifier, sur plusieurs points, les règles relatives à la représentativité des organisations syndicales. Ils tendaient, en second lieu, à compléter ces règles par une disposition instituant, pour certains cas, un contrôle du nombre des membres cotisants des organisations syndicales. Cette disposition est devenue l'article 14 de la loi.

En son § 1er, ledit article porte : "Tous les six ans à partir d'une date fixée par le Roi, une commission vérifie si les organisations syndicales qui siègent ou qui demandent à

pouvoir siéger, selon le cas, dans les comités de négociation ... satisfont à l'article 7, § 2, 2°, à l'article 7, § 3, 2°, à l'article 8, § 2, 2°, ...".

Le texte de la disposition reproduite est manifestement rédigé de manière imparfaite. Il n'indique pas si le contrôle prévu doit avoir lieu immédiatement en vue de la première désignation des organisations syndicales faite pour la constitution des comités ou si ce contrôle devient obligatoire seulement pour le futur, après l'expiration d'une période de six ans prenant cours à la date fixée par le Roi.

Il ressort des travaux préparatoires de la loi que les mesures de contrôle prévues, en certains cas, quant au nombre des membres cotisants des organisations syndicales constituent un élément essentiel de l'ensemble du régime établi pour la représentativité des organisations syndicales. C'est ce que fait déjà apparaître la justification donnée par le Gouvernement de plusieurs des amendements qu'il a présentés le 19 octobre 1973. (Doc. parl. Ch. sess. 1972-1973, n° 424/4). Et c'est ce que la suite des travaux préparatoires confirme. (Voir notamment : le rapport, daté du 9 janvier 1974, fait par MM. Coens et Tibbaut au nom des Commissions réunies de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, doc. parl. Ch. sess. 1972-1973, n° 424/9, pp. 15, 31-32; le rapport, daté du 16 juillet 1974, fait par les mêmes membres de la Chambre des Représentants au nom des mêmes commissions réunies, doc. parl., Ch. sess. extr. 1974, n° 140/5, p. 18).

Dès lors, il semble bien que l'économie générale du système établi par la loi ne permette pas que la mise en application des mesures de contrôle ne se fasse pas en même temps que la mise en application des règles fixant les critères de représentativité des organisations syndicales.

.../...

En conclusion, pour prévenir des contestations au sujet de la légalité des dispositions instituant les comités de négociation et les comités de concertation, il y a lieu de compléter le projet par des dispositions ayant pour objet : 1°) de mettre en vigueur l'article 14 de la loi; 2°) de fixer, conformément à cet article, la date à partir de laquelle seront faites la première vérification du nombre des membres cotisants des organisations syndicales intéressées et, après l'expiration de chaque période de six ans, les vérifications ultérieures; 3°) d'organiser la première vérification de telle sorte que ses résultats puissent être pris en considération lorsque la composition des comités sera concrètement déterminée pour la première fois.

.../...

Articles 26 à 29.

Ces articles appellent la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 9.

Articles 34 et 35.

Il y a lieu de mettre le texte de l'article 34 en concordance avec la terminologie de la loi du 16 mars 1954 (Articles 8 et 9).

Afin de distinguer le "comité de concertation" prévu aux articles 34 et 35 des "comités de concertation dits de base" et des "comités de concertation dits intermédiaires" prévus à l'article 36, il est proposé de donner aux premiers la dénomination de "comité supérieur de concertation".

Article 36.

Il est dit, dans l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 19 décembre 1974, à propos de l'article 10 de la loi : "En exécutant l'article 10 du projet, le Gouvernement veillera, s'il y a lieu, à grouper les établissements ou les services de l'Etat de manière à ne pas laisser pour

.../...

compte ceux d'entre eux qui n'auraient pas un effectif de 25 agents".

L'article 36 doit donc être complété. Le Conseil d'Etat propose un texte qui figure ci-après.

Articles 39 et 40.

Ces articles, qui concernent les attributions des comités de concertation en général, et dont la base légale est d'ailleurs différente de celle des articles précédents, devraient former une section distincte.

Article 42.

Cet article soulève la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 12.

Article 43.

Par "experts", le projet désigne tous les membres qui ne seront pas des fonctionnaires, par exemple les magistrats qui feront partie du comité de concertation des polices judiciaires des parquets.

Il va sans dire que les mots "fonctionnaires" et "experts" ne sont pas exclusifs l'un de l'autre. Le texte devrait donc être rédigé de manière plus souple.

.../...

La section 3 comprend en réalité des dispositions relatives au fonctionnement du comité (articles 45, 47 et 49), dont le fondement légal est l'article 10, § 1er, de la loi, et des dispositions relatives à la procédure de concertation même (articles 46, 48 et 50), dont la base légale est l'article 11, § 3, de la loi. Ces articles devraient être répartis en deux sections.

Article 48.

Alinéas 1er et 2. Si l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 19 décembre 1974, parle des "résolutions motivées" des comités de concertation (1), la loi emploie le terme "un avis motivé". L'arrêté doit s'en tenir à la terminologie légale.

A l'alinéa 2, les mots : "à l'exception du président" s'expliquent par le fait que le président n'aura jamais voix délibérative. Il y a lieu de le préciser dans le texte.

Article 50.

Cet article soulève la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 48, alinéas 1er et 2.

.../...

---

(1) Documents Chambre, sess. 1970-71, n° 889-1, p. 12, sub article 10.

Article 51.

A l'alinéa 2, pour la raison exposée à propos de l'article 19 du projet, toute référence à cet article doit être omise.

Article 57.

Cet article ne vise pas les organisations représentatives, sous prétexte qu'elles sont aussi des organisations agréées. Mais cette confusion est illégale. Il faut donc viser les unes et les autres.

Article 58.

Le 2° appelle la même observation que l'article 57. Il faut donc viser à la fois la reconnaissance et l'agréation, comme le projet le fait d'ailleurs à l'article 59.

Article 61.

En son dernier alinéa, cet article établit un forfait, par référence à l'indemnité de parcours afférente à l'utilisation de moyens de transport en commun. Cette dernière précision doit figurer dans le texte.

Article 62.

Alinéa 1er. Il ressort de l'article 73 et des explications du fonctionnaire délégué que le congé "d'office" peut

.../...

être refusé dans un "état de nécessité". Le mot "d'office" doit donc être remplacé.

Article 65.

§ 2, alinéa ler. Le Gouvernement appréciera s'il n'y a pas lieu de compléter l'énumération par la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service prévue notamment par l'article 108, 1° de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

alinéa 2. Si l'hypothèse envisagée est celle d'un détournement de pouvoirs consistant à supprimer l'emploi ou la fonction de l'agent en raison de fonctions syndicales, il n'y a pas lieu de prévoir dans un arrêté royal cette hypothèse qui est réglée par le droit commun.

Article 67.

Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, la seconde phrase de cet article a été fondée sur l'opinion que la réglementation linguistique interdirait en certaines de ses dispositions des promotions en surnombre dans les services centraux.

Cette opinion n'est pas fondée.

A la connaissance du Conseil d'Etat, la réglementation linguistique ne contient aucune dispositions ayant une telle portée.

La seconde phrase de l'article 67 du projet doit donc être omise.

.../...

Article 73.

La section paritaire fera des recommandations à l'autorité compétente; le texte devrait le préciser.

Article 75.

Il y a lieu d'ajouter à l'énumération des dispositions abrogées :

6°) l'article 11 de l'arrêté royal du 25 septembre 1969 portant dédoublement du Ministère de l'Education nationale et de la Culture".

Article 77.

Le nouvel alinéa que le projet insère dans la loi du 27 juillet 1961 devrait être rédigé en termes plus positifs, pour serrer de plus près l'article 19, 2, de la loi du 19 décembre 1974.

Article 79.

La référence à l'article 19 doit être omise pour la raison exposée dans l'observation relative à cet article.

*

.../...

A N N E X E.

Au II de l'annexe, la "Caisse autonome des dommages de guerre" est devenue la "Caisse nationale des calamités".

*

* *

Le projet appelle, par ailleurs, des observations de présentation et de forme qui ne nécessitent aucun commentaire, dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-dessous :

"PROJET D'ARRETE ROYAL N°1 RELATIF A L'EXECUTION DE LA LOI DU 19 DECEMBRE 1974 ORGANISANT LES RELATIONS ENTRE LES AUTORITES PUBLIQUES ET LES SYNDICATS DES AGENTS RELEVANT DE CES AUTORITES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

.../...

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifiée par la loi du 20 juin 1975;

Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, modifiée notamment par les lois des 17 juillet 1957, 28 janvier 1963, 16 janvier 1967, 10 octobre 1967, 17 février 1971, 16 mars 1971 et 23 janvier 1975;

Vu l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics;

Considérant que le Comité général de consultation syndicale n'a pas donné son avis dans le délai prévu par ledit article 9;

Considérant que le Comité de consultation syndicale des polices judiciaires des parquets n'a pas donné son avis dans le délai prévu à l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 21 février 1956;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. - Dispositions préliminaires.

Article 1er.-

(Texte du projet).

Article 2.-

(Texte du projet, sauf à écrire dans la phrase liminaire " ... à l'article 77 du présent arrêté").

CHAPITRE II.- Champ d'application du régime institué par la loi.

Article 3.-

Le régime institué par la loi est rendu applicable :

1° aux membres du personnel des administrations et autres services de l'Etat, y compris les établissements d'enseignement et les services qui assistent le pouvoir judiciaire ainsi que les organismes d'intérêt public qui relèvent de l'un des comités de secteur.

2° aux membres du personnel :

a) des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes;

b) des associations de communes;

c) des centres publics d'aide sociale, des services et des établissements intercommunaux d'assistance publique, ainsi que des caisses publiques de prêts.

.../...

Article 4.-

(Texte de l'article 4, alinéa 1er du projet, en intercalant au 4°, après les mots "de la carrière de chancellerie", les mots "du ministère des Affaires étrangères").

Article 5.-

(Texte de l'article 4, alinéa 2 du projet, en insérant les mots "de l'article 4" après les mots "du 2° et du 3°").

CHAPITRE III.- Dispense de la négociation.

Article 6.-

Les projets de loi, les règlements, les mesures d'ordre intérieur et les directives visés à l'article 2, § 1er et § 2, de la loi ne sont soumis à aucune négociation préalable dans les cas d'urgence ou, si l'intérêt public l'exige, lorsqu'ils touchent à l'organisation de la sécurité nationale et la défense nationale.

CHAPITRE IV.- Organisation de la négociation préalable.

Section 1ère.- Comités de négociation créés par le présent arrêté.

Article 7.-

Le comité général de négociation commun à l'ensemble des services publics, dénommé ci-après : "comité commun", est créé auprès des Services du Premier Ministre.

.../...

Article 8.-

Le comité général de négociation des services publics nationaux, dénommé ci-après : "comité des services publics nationaux", est créé auprès des services du Ministre de la Fonction publique.

Son ressort comprend l'ensemble des ressorts des comités de secteur.

Article 9.-

Le comité général de négociation des services publics provinciaux et locaux, dénommé ci-après : "comité des services publics provinciaux et locaux", est créé auprès des services du Ministre de l'Intérieur.

Son ressort comprend l'ensemble des ressorts des comités particuliers de négociation autres que les comités de secteur.

Article 10.-

Il est créé quinze comités de secteur, dont la dénomination et le ressort sont déterminés par l'annexe au présent arrêté.

Les ministères, administrations, établissements, services et organismes dont les membres du personnel sont visés à l'article 3, 1° relèvent des ressorts de ces comités tels qu'ils sont déterminés en annexe, sans préjudice des dispositions arrêtées par le Roi.

.../...

Section 2.- Dispositions communes aux comités de négociation créés par le présent arrêté.

Article 11.-

Chaque comité de négociation est composé :

1° d'un président et d'un vice-président;

2° d'une délégation de l'autorité et des délégations des organisations syndicales considérées comme représentatives pour y siéger.

Article 12.-

(Texte du projet).

Article 13.-

Les questions soumises à la négociation par l'autorité ou par une organisation syndicale représentative sont inscrites à l'ordre du jour par le président du comité.

Article 14.-

(Texte du projet, sauf à écrire, in fine du premier alinéa :"au comité, dix jours ouvrables".

Article 15.-

L'autorité peut attribuer un caractère confidentiel aux documents et aux communications verbales faites en séance.

Article 16.-

(Texte du projet).

.../...

Article 17.-

Le président veille à ce que toute négociation se termine dans le mois de la date de la première séance qui lui est consacrée. Ce délai peut être plus long si les délégations en présence le décident de commun accord. Il peut être réduit jusqu'à dix jours par l'autorité, si elle estime qu'il y a urgence.

Le président veille à ce que le protocole soit rédigé conformément à l'article 9 de la loi, qu'il soit signé par les représentants de toutes les délégations et envoyé aux autorités intéressées.

Article 18.-

(Texte du projet).

Section 3.- Dispositions propres au comité commun.

Article 19.-

Siègent au comité commun, les organisations syndicales qui ont apporté au Ministre de la Fonction publique la preuve qu'elles satisfont aux conditions de l'article 7, § 1er de la loi.

Article 20.-

Pour la négociation des accords collectifs généraux correspondant aux accords dits de programmation sociale, le Premier Ministre préside le comité commun. Son vice-président est le Ministre de la Fonction publique.

.../...

Article 21.-

Pour la négociation de toute autre question, le Ministre de la Fonction publique préside le comité commun. Le Ministre du Budget en est le vice-président.

Le président et le vice-président peuvent se faire remplacer par un délégué.

Article 22.-

Le Ministre de la Fonction publique fait assumer le secrétariat du comité commun.

Section 4.- Dispositions propres au comité des services publics nationaux.

Article 23.-

Siègent au comité des services publics nationaux, les organisations syndicales qui ont apporté à son président la preuve qu'elles satisfont aux conditions de l'article 7, § 2 de la loi.

Article 24.-

Le Ministre de la Fonction publique préside le comité des services publics nationaux. Le vice-président est le Ministre du Budget.

Le président et le vice-président peuvent se faire remplacer par un délégué.

Article 25.-

Le Ministre de la Fonction publique fait assumer le secrétariat du comité des services publics nationaux.

.../...

Section 5.- Dispositions propres au comité des services publics, provinciaux et locaux.

Article 26.-

Siègent au comité des services publics provinciaux et locaux, les organisations syndicales qui ont apporté à son président la preuve qu'elles satisfont aux conditions de l'article 7, § 3 de la loi.

Article 27.-

Le Ministre de l'Intérieur préside le comité. Le vice-président est le Ministre de la Santé publique.

Le président et le vice-président peuvent se faire remplacer par un délégué.

Article 28.-

La délégation de l'autorité comprend :

1° un délégué du Ministre de la Fonction publique;
2° un délégué du Ministre du Budget;
3° des membres de députations permanentes choisis par le Ministre de l'Intérieur;
4° des bourgmestres et des échevins choisis par le Ministre de l'Intérieur;
5° des membres de centres publics d'aide sociale choisis par le Ministre de la Santé publique.

Lorsque les questions à négocier ne concernent que les membres du personnel des provinces, les délégués visés aux 4° et 5° ne siègent pas au comité.

Lorsque les questions à négocier ne concernent que le personnel des administrations locales, les délégués visés au 3°

.../...

ne siègent pas au comité.

Article 29.-

Le Ministre de l'Intérieur fait assumer le secrétariat du comité des services publics provinciaux et locaux.

Section 6.- Dispositions propres aux comités de secteur.

Article 30.-

Siègent dans un comité de secteur, les organisations syndicales qui ont apporté à son président la preuve qu'elles satisfont aux conditions de l'article 8 de la loi.

Articles 31 et 32.-

(Comme au projet).

Article 33.-

Le ministre ou les ministres chargés de la direction ou du contrôle direct des administrations, établissements, services ou organismes compris dans le ressort du comité de secteur, font assumer le secrétariat de celui-ci.

CHAPITRE V.- Organisation de la concertation préalable.

Section 1ère.- Création et compétences respectives des comités de concertation.

Article 34.-

Il est créé, par ministère, un comité supérieur de concertation dont le ressort s'étend aux administrations et services dudit ministère ainsi qu'aux organismes d'intérêt public sur lesquels le ministre exerce soit son autorité, soit un pouvoir de contrôle.

.../...

Article 35.-

Par dérogation à l'article 34, un comité supérieur de concertation est créé pour les administrations, services et organismes d'intérêt public dont l'administration du personnel et l'organisation des services relèvent conjointement de plusieurs ministères.

Article 36.-

Dans le ressort de chacun des comités supérieurs de concertation,

1° des comités de concertation de base sont créés par le ministre ou par les ministres compétents, pour les services et groupes de services comprenant vingt-cinq agents au moins;

2° des comités de concertation intermédiaires, dont le ressort correspond à celui d'au moins deux comités de base, peuvent être institués par le ministre ou par les ministres compétents.

Pour l'exécution de l'alinéa 1er, 1°, le ministre réunit les services de moins de 25 agents en un ou plusieurs groupes, en manière telle que tous les agents soient représentés dans un comité de base.

Article 37.-

Les propositions relatives à la création des comités visés à l'article 36 et à la détermination de leurs ressorts font l'objet d'une concertation au sein du comité supérieur dans le ressort duquel ils sont institués.

Article 38.-

Les propositions relatives aux décisions, réglementations et mesures visées à l'article 11, § 1er, de la loi font l'objet d'une concertation uniquement :

.../...

1° au sein d'un comité de base, lorsqu'elles concernent des agents soumis au présent arrêté qui relèvent exclusivement de son ressort;

2° au sein d'un comité intermédiaire, lorsqu'elles concernent des agents soumis au présent arrêté qui relèvent du ressort de plusieurs comités de base compris dans son propre ressort;

3° au sein du comité supérieur, lorsqu'elles concernent des agents soumis au présent arrêté qui relèvent soit de plusieurs comités intermédiaires, soit d'un comité intermédiaire et d'un ou plusieurs comités de base non compris dans son ressort, soit encore de plusieurs comités de base dont aucun ne relève du ressort d'un comité intermédiaire.

Section 2.- Attributions des comités de concertation en général.

Article 39.-

Les attributions qui, dans les entreprises privées, sont confiées aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, sont exercées par les comités de base, sauf si, par application de l'article 10, § 2, de la loi, elles sont conférées à un comité spécial.

Article 40.-

Les propositions visées à l'article 11, § 1er, de la loi ne font l'objet d'aucune concertation préalable dans les cas d'urgence ou, si l'intérêt public l'exige, lorsque les mesures à prendre concernent l'organisation de la sécurité nationale ou de la défense du territoire.

.../...

Section 3.- Composition des comités de concertation.

Article 41.-

Les organisations syndicales qui siègent dans un comité de concertation sont celles qui sont représentées dans le comité de secteur dont relèvent les agents que les problèmes à examiner concernent.

Article 42.-

Les organisations syndicales représentées dans un comité de concertation composent librement leur délégation.

Sauf en cas de création de nouveaux services, les membres des délégations syndicales qui siègent dans un comité de concertation de base doivent être des agents en activité de service depuis un an au moins dans le service ou dans les services pour lesquels le comité de base est institué.

Article 43.-

Le ministre ou les ministres intéressés désignent :

1° le président et deux présidents suppléants pour tout comité de concertation;

2° les fonctionnaires et autres personnes qualifiées qui siégeront dans les comités supérieurs de concertation.

Les fonctionnaires et autres personnes qualifiées sont désignés au plus tard au moment de l'inscription de la proposition à l'ordre du jour.

.../...

Les présidents des comités de base et ceux des comités intermédiaires procèdent, s'il y a lieu, en ce qui concerne leur comité, à la désignation de fonctionnaires et d'autres personnes qualifiées.

Article 44.-

Le chef du service de sécurité et d'hygiène compétent ou son délégué est membre de droit de tout comité de concertation lorsque celui-ci exerce les attributions des comités de sécurité et d'hygiène.

Section 4.- Fonctionnement des comités de concertation.

Article 45.-

Toute autorité intéressée au fonctionnement d'un comité de concertation fait assumer le secrétariat de celui-ci.

Article 46 (47 du projet).

Les articles 14 à 16 sont applicables aux comités de concertation.

Toutefois, par dérogation à l'article 14, alinéa 3, le nombre d'exemplaires de la documentation demandée ne peut dépasser vingt.

Article 47 (49 du projet).

Chaque comité de concertation établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation de l'autorité ou des autorités intéressées à son fonctionnement.

.../...

Section 5.- Procédure de la concertation.

Article 48 (46 du projet).

Les questions soumises à la concertation sont inscrites à l'ordre du jour par le président du comité compétent, à la demande de l'autorité ou des autorités intéressées.

Une organisation syndicale représentée dans un comité de concertation peut demander à l'autorité ou aux autorités intéressées d'inscrire à l'ordre du jour toute question susceptibl d'être concertée.

En cas de refus, l'autorité ou les autorités intéressées doivent en faire connaître les motifs à l'organisation syndicale dans le mois de la réception de la demande.

Article 49 (48 du projet).

Le président veille à ce que toute concertation se termine dans le mois de la date de la première séance qui lui est consacrée. Ce délai peut être plus long si les parties en présence le décident de commun accord. Il peut être réduit jusqu'à dix jours par l'autorité, si elle estime qu'il y a urgence.

Le président veille à l'inscription, au procès-verbal des séances, de tout avis motivé et de toute motion ou mise au point particulière motivée, à l'approbation du procès-verbal et à son envoi aux autorités intéressées.

L'opinion unanime de tous les membres présents, à l'exception du président, qui n'a pas voix délibérative, est considérée comme un avis du comité de concertation. L'opinion unanime de tous les membres présents d'une délégation syndicale est considérée comme une motion ou mise au point de cette organisation syndicale. L'opinion unanime des membres présents de

.../...

toutes les délégations syndicales est considérée comme une motion ou mise au point de l'ensemble des organisations syndicales représentées.

Article 50.-

Les motifs pour lesquels la décision d'une autorité s'écarte des avis formulés au nom d'un comité de concertation, sont communiqués aux organisations syndicales qui font partie de ce comité.

CHAPITRE VI.- Dispositions applicables aux organisations syndicales et à leurs délégués.

Article 51 (58 du projet).

Il y a lieu d'entendre, dans les dispositions du présent chapitre :

1° par "délégués syndicaux", les délégués syndicaux, permanents ou non, des organisations syndicales représentatives et ceux des organisations syndicales agréées;

2° par "dirigeants responsables", les délégués syndicaux dont la liste est communiquée aux autorités dont dépend l'agréation de l'organisation syndicale en cause;

3° par "délégué permanent", le délégué syndical qui assume d'une manière régulière et continue la défense des intérêts professionnels des agents soumis au présent arrêté.

Section 1ère.- Agréation des organisations syndicales.

Article 52 (51 du projet).

Pour pouvoir être agréées conformément à l'article 15 de la loi, les organisations syndicales doivent avoir affirmé d'une manière continue, depuis trois ans au moins, leur vocation de défendre et de promouvoir l'ensemble des intérêts professionnels des membres du personnel qu'elles représentent.

L'agréation est demandée à l'autorité ou aux autorités chargées du secrétariat du comité particulier de négociation dans le ressort duquel l'organisation syndicale intéressée a des membres.

.../...

Article 53.-

L'agréation peut être refusée ou retirée par décision motivée de l'autorité ou des autorisations auxquelles elle a été demandée.

Toutefois, préalablement, l'autorité entend en ses explications un dirigeant responsable désigné à cet effet par l'organisation syndicale intéressée.

Section 2.- Prérogatives des organisations syndicales.

Article 54 (52 du projet).

Les organisations syndicales agréées n'exercent les prérogatives définies à l'article 16 de la loi qu'à l'égard des agents soumis au présent arrêté qu'elles représentent. Elles ont toutefois accès auprès de toutes les autorités qui participent à la détermination des conditions générales de travail desdits agents.

Article 55 (54 du projet).

Article 56 (55 du projet).

Sans préjudice des contacts personnels que les délégués syndicaux peuvent avoir avec les agents, les réunions organisées par les organisations syndicales représentatives dans les locaux des administrations, établissements organismes et services, doivent être autorisés par l'autorité qui dirige ces services ou par son délégué dûment mandaté.

Pendant les heures de service, les réunions ne peuvent être qu'exceptionnelles et doivent être dûment justifiées.

.../...

Article 57 (56 du projet).

(Comme au projet).

Article 58 (57 du projet).

Les avis que les organisations syndicales représentatives et les organisations syndicales agréées désirent afficher dans les locaux des administrations, établissements, organismes et services, doivent être préalablement visés par l'autorité qui dirige ces services ou par son délégué dûment mandaté.

Les avis ne peuvent porter que sur les questions et matières visées aux articles 2, 11 et 13 de la loi.

Section 3.- Statut des délégués syndicaux.

Sous section 1ère.- Dispositions relatives à tous les délégués syndicaux.

Article 59.-

Afin de permettre aux délégués syndicaux d'exercer leur mission sans entrave, l'autorité qui a reconnu le caractère représentatif de leur organisation syndicale ou qui l'a agréée, peut, à la demande de celle-ci, leur délivrer une carte de délégué syndical.

Le modèle de la carte est établi par le Ministre de la Fonction publique.

Article 60.-

Le délégué syndical exerce, au nom de son organisation, la prérogative visée à l'article 16, 2°, de la loi, dans le respect d'autrui et sans divulguer les faits et documents confidentiels qu'il est appelé à connaître.

.../...

En cas d'abus, l'exercice de cette prérogative peut lui être interdit par une décision motivée, prise par l'autorité qui a reconnu le caractère représentatif de son organisation syndicale ou qui l'a agréée.

Cette autorité ne prend sa décision qu'après avoir entendu l'intéressé et son organisation syndicale en leurs explications.

Article 61.-

Pour se rendre dans chaque comité de négociation ou comité de concertation dans lesquels ils siègent, les délégués syndicaux, jusqu'à concurrence de trois par organisation syndicale, sont indemnisés de leurs frais de parcours conformément à la réglementation applicable aux agents de l'Etat en matière d'utilisation de transports en commun, qu'ils utilisent ces moyens de transport ou leur voiture personnelle.

Ils sont assimilés aux fonctionnaires titulaires d'un grade du rang 10.

Les indemnités visées à l'alinéa 1er sont à charge :

a) du budget des services de la Fonction publique, lorsqu'elles sont payées à des délégués syndicaux siègeant dans l'un des trois comités généraux de négociation;

b) du budget du ministère ou des ministères intéressés, dans le second cas conformément à l'arrangement pris à cet effet, lorsqu'elles sont payées à des délégués

.../...

syndicaux qui siègent dans un comité de secteur ou dans un comité de concertation créé exclusivement pour les membres du personnel de ce ministère ou de ces ministères;

c) du budget de l'organisme ou des organismes d'intérêt public, et dans le second cas conformément l'arrangement pris à cet effet, lorsqu'elles sont payées à des délégués syndicaux qui siègent dans un comité de secteur ou dans un comité de concertation créé exclusivement pour les membres du personnel de cet organisme ou de ces organismes.

Sous section 2. Dispositions relatives aux délégués syndicaux qui sont des membres du personnel soumis au présent arrêté.

Article 62.-

Les membres du personnel soumis au présent arrêté qui, en qualité de délégué syndical non permanent siègent dans un comité de négociation ou dans un comité de concertation sont mis en congé syndical, sauf si les nécessités du service s'y opposent absolument.

Leur chef de service est avisé en temps utile de leur mission. S'il le désire, celle-ci est confirmée par un dirigeant responsable de l'organisation syndicale.

.../...

Article 63.-

Les membres du personnel soumis au présent arrêté sont de plein droit en congé syndical dès le moment où ils deviennent délégués syndicaux permanents d'une organisation syndicale représentative ou d'une organisation syndicale agréée.

L'autorité dont il dépendent est avisée préalablement du début de leur mission par un dirigeant responsable de l'organisation syndicale.

Article 64.-

L'agent soumis au présent arrêté et qui est en congé syndical n'est pas soumis à l'autorité hiérarchique. Il est néanmoins considéré comme en activité de service et reste soumis aux dispositions statutaires qui, dans son administration, service, établissement ou organisme, déterminent ses droits personnels dans cette position, notamment son droit au traitement et à l'avancement de traitement.

Article 65.-

§ 1er. Texte du projet.

§ 2. Pour des faits liés à l'exercice d'un mandat syndical, il ne peut être fait application à l'agent soumis au présent statut des dispositions relatives au régime disciplinaire, à la suspension de service, au déplacement par mesure d'ordre, à la démission d'office ou au licenciement.

(Pour le surplus voir observation).

.../...

Article 66.-

Lorsqu'il est dépassé par un autre agent, le délégué syndical permanent, obtient à sa demande une promotion ou tout autre avancement de grade ou de carrière analogue, selon les dispositions de son statut, même à défaut de vacance d'emploi, si les trois conditions suivantes sont réunies :

1° l'intéressé est en congé syndical depuis au moins deux ans en qualité de délégué syndical permanent;

2° le candidat promu est classé après l'intéressé :

a) dans le classement établi à l'ancienneté, en ce qui concerne les agents de l'Etat, ainsi que les agents des organismes d'intérêt public soumis au statut fixé par l'arrêté royal du 8 janvier 1973;

b) dans le classement prévu pour la promotion ou pour tout autre avancement de grade ou de carrière analogue, par la loi ou par leur statut propre, en ce qui concerne les autres agents;

3° le candidat promu appartient au même groupe linguistique que l'intéressé, ou à l'autre groupe linguistique, lorsqu'une disposition spéciale accorde dans ce cas, une promotion compensatoire.

.../...

Article 67.-

La promotion ou tout autre avancement de grade ou de carrière analogue visé à l'article 66 est obtenu à la date de la promotion dont il est question en son 2°.

Article 68.-

Toute nouvelle application de l'article 66 au même agent ne peut avoir lieu que deux ans après sa dernière promotion.

Article 69 (70 du projet).

A l'expiration de son congé syndical, l'agent intéressé, délégué syndical permanent, s'il ne peut occuper immédiatement aucun emploi ou fonction de son grade, est affecté le plus rapidement possible en application de son statut, à un emploi ou fonction en rapport avec ses qualifications et aptitudes.

Article 70 (71 du projet).

Les organisations syndicales représentatives et les organisations syndicales agréées versent chaque trimestre au comptable désigné par l'autorité débitrice des rémunérations, une somme équivalente au montant des rémunérations allouées pendant le trimestre précédent aux agents soumis au présent arrêté et qui sont délégués syndicaux permanents.

.../...

A défaut d'avoir satisfait, à l'expiration du trimestre, à l'obligation prévue à l'alinéa 1er, l'organisation syndicale débitrice cesse d'être reconnue comme représentative ou se voit retirer son agréation, par décision motivée de l'autorité qui l'a reconnue ou agréée. Cette décision est prise après l'audition d'un dirigeant responsable en ses explications.

Article 71 (72 du projet).

A la demande signée par un dirigeant responsable de l'organisation syndicale représentative ou de l'organisation syndicale agréée et adressée au fonctionnaire habilité à octroyer les congés, les agents soumis au présent arrêté obtiennent une dispense de service :

1° pour participer à des réunions de commissions ou de comités créés au sein de l'organisation ou à des activités de formation dont elle a pris l'initiative ;

2° pour agir comme délégué syndical ad hoc en vue d'exercer une des prérogatives visées à l'article 16, 1° et 2°, et à l'article 17, 3°, de la loi.

Article 72 (73 et 74 du projet).

Les difficultés qui résultent de l'application des articles 62 et 71 sont examinées par une section, de composition paritaire, du comité commun, qui fait des recommandations à l'autorité compétente.

L'organisation de cette section est prévue au réglement d'ordre intérieur dudit comité.

.../...

CHAPITRE VII.- Dispositions modificatives.

Article 73 (76 du projet).

(Comme au projet).

Article 74 (77 du projet).

L'article 9 de la loi du 27 juillet 1961 modifiant certaines dispositions du Titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et rapportant la loi du 28 février 1961 complétant l'article 75 de la loi communale, est complété par un alinéa 4, rédigé comme suit :

"La consultation prévue aux alinéas 1er à 3 est remplacée par les formalités prévues par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, pour les membres du personnel auxquels celle-ci est rendue applicable".

CHAPITRE VIII.- Dispositions finales.

Article 75.-

Dans les arrêtés royaux énumérés à l'alinéa 3, sont seules à rester d'application, à partir de la date visée à l'article 77, § 1er, les dispositions relatives à la consultation syndicale et au fonctionnement des services sociaux.

.../...

A chaque application de l'article 77, § 2 et dans le cadre de celle-ci, les propositions négociées ou rencontrées ne sont plus soumises à la consultation syndicale visée à l'alinéa 1er.

Sont abrogés à la dernière date publiée au Moniteur belge par application de l'article 77, § 2, et ce, sans que les modalités relatives à la composition des comités de gestion des services sociaux existants soient modifiées jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 13 de la loi :

1° l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, modifié par les arrêtés royaux des 11 février 1957, 18 février, 2 juin et 10 novembre 1959, et 2 août 1960 ;

2° l'arrêté royal du 21 février 1956 portant statut syndical des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifié par l'arrêté royal du 9 août 1964 ;

3° l'article 40 de l'arrêté royal du 16 septembre 1959 fixant le statut du président du Comité national de la politique scientifique, du secrétaire général et du personnel des services de programmation de la politique scientifique;

4° l'article 28 de l'arrêté royal du 29 juin 1961 fixant le statut du personnel du secrétariat du Conseil national du travail;

5° l'article 2 de l'arrêté royal du 29 novembre 1962 portant règlement organique du service du Maître général des Stages ;

.../...

6° l'arrêté royal du 7 décembre 1962 portant statut syndical du personnel des greffes et des parquets et des délégués permanents à la protection de l'enfance, modifié par l'arrêté royal du 1er juillet 1963 ;

7° l'arrêté royal du 6 juin 1963 différant la date de l'élection syndicale instituée dans les services publics;

8° l'article 11 de l'arrêté royal du 25 septembre 1969 portant dédoublement du Ministère de l'Education nationale et de la Culture ;

9° l'article 48 de l'arrêté royal du 2 juin 1971 portant création d'une Administration de l'Information criminelle auprès du Ministère de la Justice et fixant le statut du personnel de cette administration, modifié par arrêtés royaux des 4 novembre 1971 et 18 janvier 1977.

Article 76 (78 du projet).

A partir de l'entrée en vigueur des dispositions qui leur sont applicables, les organisations syndicales et les délégués syndicaux sont uniquement régis par le présent arrêté.

Toutefois, les organisations syndicales restent soumises aux dispositions légales et réglementaires antérieures pour acquitter les dernières obligations qui leur avaient été assignées par celles-ci.

Article 77 (79 du projet).

§ 1er. Les dispositions du présent arrêté dont l'application dépend de l'agréation des organisations syndicales acquise en vertu de l'article 52, entrent en vigueur

.../...

à la date fixée pour l'introduction des premières demandes d'agréation.

Cette date est publiée par le Ministre de la Fonction publique au Moniteur belge.

§ 2. (Texte du projet).

Article 78 (80 du projet).

Les réglementations de base, les dispositions, mesures et directives ainsi que les projets de lois visés à l'article 2, §§ 1er et 2 de la loi sur lesquelles une institution assurant la représentation du personnel a déjà donné un avis avant l'installation du comité de négociation compétent, ne sont plus soumises à la négociation préalable.

Les propositions relatives aux décisions, réglementations, mesures et directives visées à l'article 11, § 1er, de la loi sur lesquelles une institution assurant la représentation du personnel a déjà donné un avis avant l'installation du comité de concertation compétent, ne sont plus soumises à la concertation préalable.

Article 79 (69 du projet).

Les périodes de deux ans visées à l'article 66 et à l'article 68 se comptent, s'il y a lieu, lors de la première application de ces articles à l'agent intéressé,

.../...

eu égard au congé syndical obtenu en qualité de délégué syndical permanent conformément à tout statut syndical légal ou réglementaire édicté antérieurement.

Article 80 (81 du projet).

Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre de la Fonction publique ".

.../...

Annexe.

I. (comme au projet).

II. Secteur des Finances (comme au projet, sauf à remplacer les mots "Caisse autonome des dommages de guerre" par "Caisse nationale des calamités").

XV. Secteur de la Défense nationale (comme au projet, en remplaçant "Institut royal de Messine" par "Institution royale de Messine").

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

Artikel 3.

Het ontwerp-koninklijk besluit stelt slechts een gedeelte van de wet in werking maar, wel te verstaan, de regeling die door de artikelen 3 en 4 op sommige personeelsleden wel en op andere niet toepasselijk wordt verklaard, is de regeling zoals die in haar geheel door de wet is ingesteld.

Het tweede lid van de tekst onder 1° van artikel 3, in zover het de afgevaardigden-werklieden bij het toezicht in de steenkolenmijnen en bij het toezicht in de groeven en graverijen onder de werking van het ontwerp-koninklijk besluit wil brengen, heeft geen nut ; die personen vallen immers onder het gebied van een van de sectorcomités.

In zover het tweede lid de bepalingen van de wet van 31 december 1958 en van de wet van 12 april 1960 "onverminderd" laat, heeft het geen rechtsinhoud aangezien koninklijke besluiten slechts toepassing kunnen vinden in zover de wet het toestaat.

Artikel 5.

De Koning heeft tot dusver niet de bevoegdheid om de in dit artikel bedoelde voorzieningen uit te vaardigen. Dat kan slechts na de in artikel 2, § 1 van de wet voorgeschreven onderhandeling, die moet worden gevoerd in het gemeenschappelijk comité, bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van de wet.

.../...

Dat comité zal echter eerst bij artikel 7 van het ontwerp-besluit worden opgericht.

Artikel 5 moet derhalve vervallen. Opdat de volgende artikelen niet moeten worden vernummerd, wordt voorgesteld van het tweede lid van artikel 4 artikel 5 te maken.

Artikel 9.

Dit artikel zal voorlopig geen toepassing vinden aangezien de gebieden van de bijzondere onderhandelingscomités nog niet zijn vastgesteld en het onderhavige ontwerp niet in de oprichting daarvan voorziet.

Artikel 11.

In verband met de tekst onder 2° van dit artikel merkt de Raad van State op dat de wet (artikel 5, tweede volzin) bepaalt dat in het gemeenschappelijk comité, in het comité van de nationale overheidsdiensten en in de sectorcomités de afvaardiging van de overheid onder meer bestaat uit de Minister van Begroting en de Minister van het Openbaar Ambt of hun behoorlijk gemachtigde afgevaardigden. Wie zullen de overige leden van die afvaardiging zijn ? Volgens de bevoegde ambtenaar zullen de afvaardigingen van de overheid bij elk algemeen of bijzonder comité ten minste na elke regeringsinstallatie en intussen misschien door "interne besluiten" van de Ministerraad worden samengesteld. Volgens artikel 5 van de wet van 19 december 1974 echter bepaalt de Koning de samenstelling van de onderhandelingscomités. Gesteld dat hij niet vooraf en al te nauwkeurig elke samenstelling wil bepalen, dan zou hij op zijn minst de regels moeten vaststellen volgens welke de ministers de samenstelling van de comités concreet zouden bepalen, onder meer het maximum aantal leden.

.../...

Artikel 12.

Dit artikel zegt alleen : "Iedere in artikel 11 bedoelde organisatie stelt vrij haar afvaardiging samen".

Het behoeft geen betoog dat de Koning aan elke vakorganisatie de mogelijkheid moet laten om de leden van haar afvaardiging vrij te kiezen. Om echter te voldoen aan de hem bij artikel 5 van de wet van 19 december 1974 opgelegde verplichting "de samenstelling ... van de onderhandelingscomités" te bepalen, moet de Koning op zijn minst zeggen uit hoeveel leden de afvaardigingen van de vakorganisaties ten hoogste mogen bestaan.

Artikel 13.

Het is voldoende dat aan de voorzitter een vraag wordt voorgelegd door een vakorganisatie. Er dient dus te worden gelezen : "of door een vakorganisatie".

Artikelen 19 en 20.

Er is geen enkele erkenning voorgeschreven opdat de representatieve vakorganisaties in de onderhandelingscomités zitting kunnen hebben (zie artikel 7, § 1, § 2, en § 3 en artikel 8, § 1, 1°, en § 2, 1° van de wet). Wel moeten zij zich doen kennen en bewijzen dat zij aan de wettelijke voorwaarden voldoen. (De wet zegt het niet maar het spreekt vanzelf).

Voor de niet representatieve vakorganisaties die gemachtigd worden om zitting te nemen in de bijzondere comités liggen de zaken anders. Zij moeten erkend zijn (artikel 8, § 1, 2° en § 2, 2° van de wet). De erkenning is er weliswaar in beginsel van rechtswege "zodra zij (de vakorganisaties) zich bij

.../...

de betrokken overheid doen kennen door het toezenden, bij een ter post aangetekende brief, van een afschrift van hun statuten en van de lijst van hun verantwoordelijke leiders", maar dat is alleen zo "behoudens in de gevallen welke de Koning bepaalt" (artikel 15 van de wet). Een zelfde voorbehoud is niet gemaakt ten aanzien van de toelating van de representatieve organisaties tot de algemene of bijzondere comités. Doordat de artikelen 19 en 20 de toelating van die organisaties tot het gemeenschappelijk comité (en, onrechtstreeks, tot het comité voor de nationale overheidsdiensten en tot het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten) afhankelijk maken van de formaliteit van de erkenning, en bepalen dat de voorwaarden voor die erkenning die van artikel 15 van de wet zijn, voegen zij aan die wet iets toe.

De redactie van artikel 19 moet bijgevolg worden aangepast, artikel 20 weggelaten en artikel 21 van het ontwerp gesplitst in een nieuw artikel 20 en een nieuw artikel 21, zodat de nummering van de volgende artikelen kan worden behouden.

.../...

Opmerkingen betreffende de artikelen 23, 26 en 30.

Artikel 23 bepaalt de samenstelling van het comité voor de nationale overheidsdiensten ; artikel 26 die van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten ; artikel 30 die van de sectorcomités. Te dien einde verwijzen die artikelen onderscheidenlijk naar artikel 7, § 2, naar artikel 7, § 3, en naar artikel 8, § 1, van de wet van 19 december 1974.

Luidens artikel 7 §§ 1 en 2, van de wet kan geen vakorganisatie als representatief worden beschouwd om zitting te hebben, hetzij in het comité voor de nationale overheidsdiensten, hetzij in het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten als zij, behalve aan de andere gestelde voorwaarden, niet voldoet aan de voorwaarde dat zij "een aantal bijdrageplichtige leden telt die ten minste 10 pct. vertegenwoordigen van de personeelssterkte, tewerkgesteld in het geheel van de ...overheidsdiensten op wier personeelsleden de ... wet toepasselijk werd verklaard", en voor wie het genoemde comité bevoegd is. Voor de sectorcomités waarvan de oprichting is voorgeschreven in artikel 4, § 1, 1°, van de wet, stelt artikel 8, § 1, van die wet de regel dat, behalve iedere in het comité voor de nationale overheidsdiensten zitting hebbende vakorganisatie, als representatief wordt beschouwd de vakorganisatie die overeenkomstig artikel 15 erkend is en voldoet aan de gestelde voorwaarden, waaronder de voorwaarde dat zij het grootste aantal bijdrageplichtige leden telt onder de vakorganisaties die geen zitting hebben in het comité voor de nationale overheidsdiensten maar niettemin een aantal bijdrageplichtige leden tellen die ten minste 10 pct. vertegenwoordigen van de personeelsleden die tewerkgesteld zijn in de diensten waarvoor het bedoelde sectorcomité bevoegd is.

.../...

Wat het representatieve karakter van de vakorganisaties betreft verschilt de door de wet van 19 december 1974 ingestelde regeling in vrij grote mate van de regeling volgens het voorontwerp van wet waarover de Raad van State advies heeft gegeven. Uitgaande onder meer van dat advies, heeft de Regering in het wetsontwerp een aantal wijzigingen aangebracht in de voorwaarden waaraan de vakorganisaties moeten voldoen willen zij als representatief kunnen worden beschouwd. (gedr. st., Kamer, zitting 1970-1971, nr 889/1, 18 februari 1971, blz 26-29, en blz 7 en 11-12).

Reeds bij het begin van de parlementaire voorbereiding, in mei en juni 1971, zijn naar aanleiding van het bepalen van de maatstaven inzake representativiteit een aantal amendementen ingediend (gedr. st., nr 889/3 ; nr 889/5 ; nr 889/6). Naderhand heeft hetzelfde probleem nog aanleiding gegeven tot andere amendementen. (zie onder meer gedr. st. Kamer, zitting 1972-1973, nr 424/3, 6 november 1972). De meeste strekten tot wederinvoering van verkiezingen.

De discussie heeft ertoe geleid dat de Regering op 19 oktober 1973 een reeks amendementen ingediend heeft. (Gedr. st., Kamer, zitting 1972-1973, nr 424/4). Deze hadden in de eerste plaats tot doel de regels inzake de representativiteit van de vakorganisaties op een aantal punten te wijzigen. In de tweede plaats strekten zij ertoe die regels aan te vullen met een bepaling die voor sommige gevallen een controle op het aantal bijdrageplichtige leden van de vakorganisaties instelde. Die bepaling is artikel 14 van de wet geworden.

Dat artikel bepaalt in § 1 : "Om de zes jaar, vanaf een door de Koning vast te stellen datum, onderzoekt een commissie of de vakorganisaties die zitting hebben of vragen om zitting te mogen hebben, al naargelang van het geval, in

.../...

de onderhandelingscomités ... voldoen aan artikel 7, § 2, 2°, aan artikel 7, § 3, 2°, ... aan artikel 8, § 2, 2°, ...".

De aangehaalde tekst is kennelijk voor verbetering vatbaar. Hij zegt niet of de controle onmiddellijk moet plaatshebben met het oog op de eerste aanwijzing van de vakorganisaties voor de oprichting van de comités, dan wel of die controle slechts voor de toekomst verplicht wordt, na het verstrijken van een periode van zes jaar, ingaande op de door de Koning vast te stellen datum.

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet blijkt dat de controlemaatregelen die in sommige gevallen zijn voorgeschreven voor het aantal bijdrageplichtige leden van de vakorganisaties, een wezenlijk bestanddeel uitmaken van het geheel van de regeling die ter zake van de representativiteit van de vakorganisaties is vastgesteld. Dat blijkt reeds uit de verantwoording welke de Regering geeft voor een deel van de amendementen die zij op 19 oktober 1973 heeft ingediend (gedr. st., Kamer, zitting 1972-1973, nr 424/4). In de verdere parlementaire voorbereiding heeft dit bevestiging gevonden. (Zie onder meer : het verslag d.d. 9 januari 1974 uitgebracht door de hh. Coens en Tibbaut namens de Verenigde Commissies voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt, gedr. st., Kamer, zitting 1972-1973, nr 424/9, blz 15, 31-32; het verslag d.d. 16 juli 1974, door dezelfde leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers uitgebracht namens dezelfde Verenigde Commissies, gedr. st., Kamer, buit. zitt. 1974, nr 140/5, blz 18).

Het lijkt dus wel zo te zijn, dat de algemene economie van de door de wet ingevoerde regeling niet duldt dat de controlemaatregelen niet gelijktijdig met de regels tot vaststelling van de maatstaven inzake representativiteit van de vakorganisaties toepassing zouden vinden.

.../...

De conclusie uit dit alles is dat het ontwerp, wil men geschillen inzake de wettigheid van de bepalingen tot instelling van de onderhandelingscomités en de overlegcomités voorkomen, behoort te worden aangevuld met bepalingen die ertoe strekken : 1°) artikel 14 van de wet in werking te stellen ; 2°) overeenkomstig dat artikel, de datum te bepalen vanaf welke het aantal bijdrageplichtige leden van de betrokken vakorganisaties voor het eerst zal worden gecontroleerd en vanaf welke, na het verstrijken van elke periode van zes jaar, de latere controles zullen plaatsvinden ; 3°) de eerste controle zo te organiseren dat de uitslag ervan in aanmerking kan worden genomen wanneer de samenstelling van de comités voor de eerste maal concreet zal worden bepaald.

.../...

Artikelen 26 tot 29.

Bij deze artikelen is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 9.

Artikelen 34 en 35.

De tekst van artikel 34 dient in overeenstemming te worden gebracht met de terminologie van de wet van 16 maart 1954 (artikelen 8 en 9).

Ter onderscheiding tussen het "overlegcomité"waarvar sprake is in de artikelen 34 en 35, en de in artikel 36 bedoelde overlegcomités "basisoverlegcomités" en "tussenoverlegcomités" genaamd, wordt voorgesteld het eerstgenoemde "hoog overlegcomité" te noemen.

Artikel 36.

In de memorie van toelichting van het ontwerp dat de wet van 19 december 1974 is geworden, wordt in verband met artikel 10 van de wet gezegd : "Bij de uitvoering van artikel 10 van het ontwerp zal de Regering erop toezien dat, indien daartoe grond bestaat, de Rijksinstellingen of de Rijksdiensten zodanig worden gegroepeerd dat niet buiten beschouwing worden gelaten de diensten waarvan de personeelssterkte beneden vijfentwintig leden blijft".

Artikel 36 moet dus worden aangevuld. De Raad Raad van State stelt hierna een tekst voor.

.../...

Artikelen 39 en 40.

Deze artikelen, die betrekking hebben op de bevoegdheden van de overlegcomités in het algemeen en die overigens een andere rechtsgrond hebben dan de vorige artikelen, zouden een afzonderlijke afdeling moeten vormen.

Artikel 42.

Bij dit artikel is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 12.

Artikel 43.

Met "technici" bedoelt het ontwerp alle leden die geen ambtenaar zijn, b.v. de magistraten die deel zullen uitmaken van het overlegcomité van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Het spreekt vanzelf dat de woorden "ambtenaren" en "technici" elkaar niet uitsluiten. De tekst zou bijgevolg soepeler geredigeerd moeten worden.

Afdeling 3 bevat in feite bepalingen betreffende de werking van het comité (artikelen 45, 47 en 49), waarvan de rechtsgrond ligt in artikel 10, § 1, van de wet, en bepalingen betreffende de overlegprocedure zelf (artikelen 46, 48 en 50), waarvoor artikel 11, § 3, van de wet rechtsgrond oplevert. Die artikelen zouden over twee afdelingen moeten worden verdeeld.

.../...

Artikel 48.

Eerste en tweede lid. De memorie van toelichting van het ontwerp dat de wet van 19 december 1974 geworden is, spreekt van "met redenen omklede resoluties" van de overlegcomités (1) de wet zelf echter van "een met redenen omkleed advies". Het besluit moet zich houden aan de terminologie van de wet.

In het tweede lid van de tekst onder 2° zijn de woorden "behalve de voorzitter" hierdoor te verklaren dat de voorzitter nooit stemgerechtigd zal zijn. Dat moet in de tekst worden gezegd.

Artikel 50.

Bij dit artikel is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 48, eerste en tweede lid.

Artikel 51.

In het tweede lid moet iedere verwijzing naar artikel 19 van het ontwerp vervallen om de reden die uiteengezet is in de opmerking over dat artikel.

Artikel 57.

Dit artikel spreekt niet van representatieve organisaties onder voorwendsel dat die ook "erkende" organisaties zijn. Die vermenging is echter onwettig. Er moet dus zowel naar de ene als naar de andere worden verwezen.

---

(1) Gedr. st., Kamer, zitting 1970-71, nr 889-1, blz 12 sub art. 10.

.../...

Artikel 58.

Bij de tekst onder 2° is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 57. Er moet dus zowel over de erkenning als over het representatief verklaren gehandeld worden, zoals trouwens gedaan wordt in artikel 59.

Artikel 61.

In dit laatste lid stelt dit artikel een forfaitair bedrag vast, onder verwijzing naar de vergoeding voor reiskosten voor het gebruik van gemeenschappelijke vervoermiddelen. Deze laatste bijzonderheid moet ook in de tekst staan.

Artikel 62.

Eerste lid. Uit artikel 73 en uit de verklaringen van de gemachtigde ambtenaren blijkt dat het verlof "van ambtswege" kan worden geweigerd in een noodtoestand. De woorden "van ambtswege" moeten dus worden vervangen.

Artikel 65.

§ 2, eerste lid. De Regering zal moeten uitmaken of de opsomming niet aangevuld dient te worden met de disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, waarin onder meer voorzien is door artikel 108, 1°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

.../...

Tweede lid. Wordt hier bedoeld het geval van machtsafwending, bestaande in het afschaffen van de betrekking of van het ambt van de ambtenaar wegens het uitoefenen van een vakbondsmandaat, dan hoeft daarin niet te worden voorzien in een koninklijk besluit ; het geval wordt door het gemeen recht geregeld.

Artikel 67.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is men bij het redigeren van de tweede volzin van dit artikel uitgegaan van de mening dat de taalreglementering in sommige van haar bepalingen bevorderingen in overtal in de centrale diensten zou verbieden.

Die mening is niet gegrond.

Het is de Raad van State niet bekend dat de taalreglementering enige bepaling met een zodanige strekking bevat.

De tweede volzin van artikel 67 van het ontwerp moet dus vervallen.

Artikel 73.

De paritair samengestelde afdeling zal aan de bevoegde overheid aanbevelingen verstrekken ; dat zou met zoveel woorden in de tekst moeten worden gezegd.

.../...

Artikel 75.

Aan de opsomming van de opgeheven bepalingen moet worden toegevoegd :
" (6°) Artikel 11 van het koninklijk besluit van 25 september 1969 houdende splitsing van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur".

Artikel 77.

Het nieuwe lid dat het ontwerp in de wet van 27 juli 1961 invoegt, zou in meer positieve bewoordingen moeten worden gesteld zodat het beter aansluit bij artikel 19, 2, van de wet van 19 december 1974.

Artikel 79.

De verwijzing naar artikel 19 moet vervallen om de reden die bij de opmerking over dat artikel is opgegeven.

.../...

B I J L A G E.

Onder II van de bijlage moet er rekening mee worden gehouden dat de "Zelfstandige Kas voor oorlogsschade" thans de "Nationale Kas voor Rampenschade" geworden is.

Voorts zijn nog opmerkingen te maken over de inrichting en de vorm van het ontwerp ; zij behoeven geen commentaar en zijn in de hierna voorgestelde tekst verwerkt :

"ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT NR. 1 BETREFFENDE DE UITVOERING VAN DE WET VAN 19 DECEMBER 1974 TOT REGELING VAN DE BETREKKINGEN TUSSEN DE OVERHEID EN DE VAKBONDEN VAN HAAR PERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

.../...

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1975 ;

Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, onder meer gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1957, 28 januari 1963, 16 januari 1967, 10 oktober 1967, 17 februari 1971, 16 maart 1971 en 23 januari 1975 ;

Gelet op artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten ;

Overwegende dat de Algemene Syndicale Raad van Advies zijn advies niet heeft gegeven binnen de termijn bepaald in het genoemde artikel 9 ;

Overwegende dat de Syndicale Raad van Advies van de gerechtelijke politie bij de parketten zijn advies niet heeft gegeven binnen de termijn bepaald in artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 21 februari 1956 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - Inleidende bepalingen.

Artikel 1.-

(Tekst van het ontwerp).

Artikel 2.-

(Tekst van het ontwerp, maar in de inleidende volzin moet worden gelezen : "... overeenkomstig artikel 77 van dit besluit toepasselijk verklaard").

HOOFDSTUK II. - Werkingsfeer van de bij de wet ingestelde regeling.

Artikel 3.-

De bij de wet ingestelde regeling wordt toepasselijk verklaard :

1° op de personeelsleden van de rijksbesturen en andere rijksdiensten, met inbegrip van de onderwijsinrichtingen, van de diensten die de rechterlijke macht ter zijde staan en van de instellingen van openbaar nut die onder een van de sectorcomités behoren ;

.../...

2° op de personeelsleden :

a) van de provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten ;

b) van de verenigingen van gemeenten ;

c) van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand en de openbare kassen van lening.

Artikel 4.-

(Tekst van artikel 4, eerste lid, maar in de tekst onder 4° voege men na de woorden "van de Kanselarijcarrière" de woorden "van het Ministerie van Buitenlandse Zaken" in).

Artikel 5.-

Voor de toepassing van 2° en 3° van artikel 4 worden als ambtenaren-generaal of als gelijkgestelde ambtenaren beschouwd, de ambtenaren wier weddeschaal een maximumwedde omvat die ten minste gelijk is aan de maximumwedde van de inspecteur-generaal van een ministerie.

HOOFDSTUK III.- Vrijstelling van onderhandeling.

Artikel 6.

De wetsontwerpen, reglementen, maatregelen van inwendige orde en richtlijnen bedoeld in artikel 2, § 1 en § 2,

.../...

van de wet worden niet aan enige voorafgaande onderhandeling onderworpen in spoedgevallen of, zo het openbaar belang zulks vereist, wanneer zij de organisatie van 's lands veiligheid of van de landsverdediging betreffen.

HOOFDSTUK IV.- Organisatie van de voorafgaande onderhandeling.

Afdeling 1. - Onderhandelingscomités, opgericht door dit besluit.

Artikel 7.-

Het gemeenschappelijk algemeen onderhandelingscomité voor alle overheidsdiensten, hieronder "gemeenschappelijk comité" genoemd, wordt opgericht bij de Diensten van de Eerste Minister.

Artikel 8.-

Het algemeen onderhandelingscomité voor de nationale overheidsdiensten, hieronder "comité voor de nationale overheidsdiensten" genoemd, wordt opgericht bij de diensten van de Minister van Openbaar Ambt.
Zijn gebied omvat het geheel van de gebieden van de sectorcomités.

Artikel 9.-

Het algemeen onderhandelingscomité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, hieronder "comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten" genoemd,

.../...

wordt opgericht bij de diensten van de Minister van Binnenlandse Zaken.
Het gebied ervan omvat al de gebieden van de bijzondere onderhandelingscomités, andere dan de sectorcomités.

Artikel 10.-

Er worden vijftien sectorcomités opgericht, waarvan de benaming en het gebied bepaald zijn in de bijlage bij dit besluit.
De ministeries, besturen, inrichtingen, diensten of instellingen waarvan de personeelsleden bedoeld zijn in artikel 3, 1°, behoren onder de gebieden van die comités zoals zij in de bijlage zijn vastgesteld, onverminderd de door de Koning vastgestelde bepalingen.

Afdeling 2. - Bepalingen, gemeen aan de onderhandelingscomités opgericht door dit besluit.

Artikel 11.-

Elk onderhandelingscomité is samengesteld uit :
1° een voorzitter en een ondervoorzitter ;
2° een afvaardiging van de overheid en de afvaardigingen van de vakorganisaties die worden beschouwd als representatief om erin zitting te hebben.

Artikel 12.-

(Tekst van het ontwerp).

.../...

Artikel 13.-

De door de overheid of door een representatieve vakorganisatie aan de onderhandeling onderworpen aangelegenheden worden door de voorzitter van het comité op de agenda geplaatst.

Artikel 14.-

Behoudens in spoedgevallen wordt de agenda tien werkdagen vóór de dag van de vergadering gezonden aan de leden van de afvaardiging van de overheid en aan de vakorganisaties die in het comité vertegenwoordigd zijn.

Elke documentatie die voor de onderhandeling nuttig is, wordt bij de agenda gevoegd.

Deze documentatie wordt aan de in het eerste lid bedoelde vakorganisaties gezonden in zoveel exemplaren als zij vragen, zonder dat het gevraagde aantal meer dan vijfentwintig mag bedragen.

Artikel 15.-

De overheid kan de documenten en de in vergadering gedane mededelingen vertrouwelijk verklaren.

Artikel 16.

Bij het begin van de vergadering maken ... (voorts als in het ontwerp).

.../...

Artikel 17.

De voorzitter zorgt ervoor dat elke onderhandeling eindigt binnen de maand na de datum van de eerste vergadering die eraan is gewijd. Die termijn kan langer zijn als de betrokken afvaardigingen in gemeen overleg aldus beslissen. Hij kan tot tien dagen worden verkort door de overheid indien zij oordeelt dat de zaak spoed eist.

De voorzitter zorgt ervoor dat het protocol wordt opgesteld overeenkomstig artikel 9 van de wet, door de vertegenwoordigers van alle afvaardigingen wordt ondertekend en aan de betrokken overheden gezonden wordt.

Artikel 18.

(Tekst van het ontwerp).

Afdeling 3. - Bepalingen eigen aan het gemeenschappelijk comité.

Artikel 19.

In het gemeenschappelijk comité hebben zitting de vakorganisaties die aan de voorzitter van het comité het bewijs hebben geleverd dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 7, § 1 van de wet.

.../...

Artikel 20.-

Voor de onderhandeling over de algemene collectieve overeenkomsten die overeenstemmen met de zogeheten akkoorden inzake sociale programmatie, is de Eerste Minister voorzitter van het gemeenschappelijk comité. Ondervoorzitter is de Minister van Openbaar Ambt.

Artikel 21.-

Voor de onderhandeling over elke andere aangelegenheid is de Minister van Openbaar Ambt voorzitter van het gemeenschappelijk comité. De Minister van Begroting is ondervoorzitter.
De voorzitter en de ondervoorzitter mogen zich door een afgevaardigde laten vervangen.

Artikel 22.-

De Minister van Openbaar Ambt zorgt ervoor dat het secretariaat van het gemeenschappelijk comité waargenomen wordt.

Afdeling 4. - Bepalingen eigen aan het comité voor de nationale overheidsdiensten.

Artikel 23.-

In het comité voor de nationale overheidsdiensten hebben zitting de vakorganisaties die aan de voorzitter van het comité het bewijs hebben geleverd dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 7, § 2, van de wet.

.../...

Artikel 24.-

Voorzitter van het comité voor de nationale overheidsdiensten is de Minister van Openbaar Ambt. Ondervoorzitter is de Minister van Begroting.
De voorzitter en de ondervoorzitter mogen zich door een afgevaardigde laten vervangen.

Artikel 25.-

De Minister van Openbaar Ambt zorgt ervoor dat het secretariaat van het comité voor de nationale overheidsdiensten waargenomen wordt.

Afdeling 5. - Bepalingen eigen aan het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten.

Artikel 26.-

In het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten hebben zitting de vakorganisaties die aan de voorzitter van het comité het bewijs hebben geleverd dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 7, § 3, van de wet.

Artikel 27. -

Voorzitter van het comité is de Minister van Binnenlandse Zaken. Ondervoorzitter is de Minister van Volksgezondheid.
De voorzitter en de ondervoorzitter mogen zich laten vervangen door een afgevaardigde.

.../...

Artikel 28.-

De afvaardiging van de overheid bestaat uit :

1° een afgevaardigde van de Minister van Openbaar Ambt ;
2° een afgevaardigde van de Minister van Begroting ;
3° leden van bestendige deputaties, gekozen door de Minister van Binnenlandse Zaken ;
4° burgemeesters en schepenen, gekozen door de Minister van Binnenlandse Zaken ;
5° leden van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gekozen door de Minister van Volksgezondheid.

Wanneer de onderhandelingsobjecten alleen de personeelsleden van de provincies aangaan, hebben de onder 4° en 5° bedoelde afgevaardigden geen zitting in het comité.

Wanneer de onderhandelingsobjecten alleen het personeel van de plaatselijke besturen aangaan, hebben de onder 3° bedoelde afgevaardigden geen zitting in het comité.

Artikel 29.-

De Minister van Binnenlandse Zaken zorgt ervoor dat het secretariaat van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten waargenomen wordt.

Afdeling 6. - Bepalingen eigen aan de sectorcomités.

Artikel 30.-

In een sectorcomité hebben zitting de vakorganisaties die aan de voorzitter van het comité het bewijs hebben geleverd dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 8 van de wet.

.../...

Artikel 31.-

Voorzitter van ieder sectorcomité is de afgevaardigde van de Minister van Openbaar Ambt. Eén van de in artikel 33 bedoelde Ministers of de Minister van Openbaar Ambt indien hij dit wenst, mag echter het voorzitterschap waarnemen. Ondervoorzitter is de afgevaardigde van de Minister van Begroting.

Artikel 32.-

De Minister van Openbaar Ambt stelt de zetel van ieder sectorcomité vast.

Artikel 33.-

De Minister of de Ministers belast met de leiding van of de rechtstreekse controle op de besturen, inrichtingen, diensten of instellingen die onder het gebied van een sectorcomité behoren zorgen ervoor dat het secretariaat ervan waargenomen wordt.

HOOFDSTUK V . - Organisatie van het voorafgaand overleg.

Afdeling 1. - Oprichting en respectieve bevoegdheid van de overlegcomités.

Artikel 34.-

Per ministerie wordt een hoog overlegcomité opgericht, waarvan het gebied zich uitstrekt over de besturen en diensten van dit ministerie en over de instellingen van openbaar nut waarover de Minister hetzij zijn gezag hetzij een controlebevoegdheid uitoefent.

.../...

Artikel 35.-

In afwijking van artikel 34 wordt een hoog overlegcomité opgericht voor de besturen, diensten en instellingen van openbaar nut waarvan de administratie van het personeel en de organisatie der diensten tot de gezamenlijke bevoegdheid van verscheidene ministeries behoren.

Artikel 36.-

In het gebied van elk van de hoge overlegcomités,
1° worden door de bevoegde Minister of Ministers basisoverlegcomités opgericht voor de diensten en groepen van diensten met ten minste vijfentwintig personeelsleden ;

2° kunnen tussencomités waarvan het gebied met dat van ten minste twee basiscomités overeenkomt, door de bevoegde Minister of Ministers ingesteld worden.

Voor de uitvoering van het eerste lid, 1°, brengt de Minister de diensten met minder dan vijfentwintig personeelsleden samen in één of meer groepen, zodat alle personeelsleden in een basiscomité vertegenwoordigd zijn.

Artikel 37.-

De voorstellen betreffende de oprichting en de afbakening van het gebied van de in artikel 36 bedoelde comités worden aan overleg onderworpen in het hoog comité in het gebied waarvan ze ingesteld worden.

.../...

Artikel 38.-

De voorstellen betreffende de in artikel 11, § 1, van de wet bedoelde beslissingen, regelingen en maatregelen worden alleen aan overleg onderworpen :

1° in een basiscomité, wanneer zij betrekking hebben op aan dit besluit onderworpen personeelsleden die uitsluitend onder het gebied van dat comité behoren ;

2° in een tussencomité, wanneer zij betrekking hebben op aan dit besluit onderworpen personeelsleden die behoren onder het gebied van verscheidene basiscomités die onder dat tussencomité ressorteren ;

3° in het hoog comité, wanneer zij betrekking hebben op aan dit besluit onderworpen personeelsleden die behoren ofwel onder verscheidene tussencomités ofwel onder een tussencomité en een of meer basiscomités die niet onder dat tussencomité ressorteren, ofwel nog onder verscheidene basiscomités waarvan geen enkel onder het gebied van een tussencomité behoort.

Afdeling 2. - Bevoegdheden van de overlegcomités in het algemeen.

Artikel 39.-

De bevoegdheden die in privé-ondernemingen aan de comités voor veiligheid, hygiëne en verfraaiing van de werkplaatsen worden opgedragen, worden door de basiscomités uitgeoefend behalve indien ze, bij toepassing van artikel 10, § 2, van de wet, aan een bijzonder comité toegewezen worden.

Artikel 40.-

De in artikel 11, § 1, van de wet bedoelde voorstellen worden niet aan enig voorafgaand overleg onderworpen in

spoedgevallen of, zo het openbaar belang zulks vereist, wanneer de te treffen maatregelen de organisatie van 's lands veiligheid of van de landsverdediging betreffen.

Afdeling 3. - Samenstelling van de overlegcomités.

Artikel 41.-

De vakorganisaties die in een overlegcomité zitting hebben, zijn die welke vertegenwoordigd zijn in het sectorcomité waaronder de personeelsleden wie de te onderzoeken problemen aangaan behoren.

Artikel 42.-

De in een overlegcomité vertegenwoordigde vakorganisaties stellen vrij hun afvaardiging samen.

Behalve in geval van oprichting van nieuwe diensten moeten de leden van de vakbondsafvaardigingen die zitting hebben in een basisoverlegcomité, personeelsleden zijn die sedert ten minste een jaar dienstactiviteit hebben in de dienst of diensten waarvoor het basiscomité is opgericht.

Artikel 43.-

De belanghebbende Minister of Ministers wijzen aan :

1° de voorzitter en twee plaatsvervangende voorzitters voor elk overlegcomité ;
2° de ambtenaren en andere bevoegde personen die zitting zullen hebben in de hoge overlegcomités.

.../...

De aanwijzing van de ambtenaren en andere bevoegde personen geschiedt uiterlijk op het tijdstip dat het voorstel op de agenda wordt geplaatst.

De voorzitters van de basiscomités en die van de tussencomités wijzen, indien daartoe grond bestaat, voor hun comité ambtenaren en andere bevoegde personen aan.

Artikel 44.-

De bevoegde chef van de dienst voor veiligheid en hygiëne of zijn gemachtigde is van rechtswege lid van elk overlegcomité wanneer dit de bevoegdheden van de comités voor veiligheid en hygiëne uitoefent.

Afdeling 4. - Werking van de overlegcomités.

Artikel 45.-

Elke overheid die belang heeft bij de werking van een overlegcomité zorgt ervoor dat het secretariaat ervan waargenomen wordt.

Artikel 46.- (47 van het ontwerp)

De artikelen 14 tot 16 zijn van toepassing op de overlegcomités.

.../...

In afwijking van artikel 14, derde lid, mag het aantal exemplaren van de gevraagde documentatie echter niet meer dan twintig bedragen.

Artikel 47.- (49 van het ontwerp)

Elk overlegcomité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de overheid of overheden die bij zijn werking belang hebben.

Afdeling 5. - Overlegprocedure.

Artikel 48. (46 van het ontwerp)

De aan overleg onderworpen kwesties worden door de voorzitter van het bevoegde comité op de agenda geplaatst op aanvraag van de belanghebbende overheid of overheden.

Een in een overlegcomité vertegenwoordigde vakorganisatie kan aan de belanghebbende overheid of overheden vragen een voor overleg vatbare kwestie op de agenda te plaatsen.

In geval van weigering wordt van de redenen daarvan door de belanghebbende overheid of overheden binnen een maand na het ontvangen van de aanvraag kennis gegeven aan de vakorganisatie.

.../...

Artikel 49.- (48 van het ontwerp)

De voorzitter zorgt ervoor dat elke onderhandeling eindigt binnen de maand na de datum van de eerste vergadering die eraan is gewijd. Die termijn kan langer zijn als de betrokken afvaardigingen in gemeen overleg aldus beslissen. Hij kan tot tien dagen worden verkort door de overheid indien zij oordeelt dat de zaak spoed eist.

De voorzitter zorgt ervoor dat elk met redenen omkleed advies, elke met redenen omklede motie of bijzondere verduidelijking in de notulen van de vergaderingen wordt opgenomen, en dat de notulen goedgekeurd en aan de betrokken overheden gezonden worden.

De eenparige mening van alle aanwezige leden, met uitzondering van de voorzitter, die niet stemgerechtigd is, wordt beschouwd als een advies van het overlegcomité. De éénparige mening van alle aanwezige leden van een vakbondsafvaardiging wordt beschouwd als een motie of een verduidelijking van die vakorganisatie. De eenparige mening van de aanwezige leden van alle vakbondsafvaardigingen wordt beschouwd als een motie of een verduidelijking van het geheel der vertegenwoordigde vakorganisaties.

Artikel 50.-

De redenen waarom de beslissing van een overheid afwijkt van de namens een overlegcomité geformuleerde adviezen, worden medegedeeld aan de vakorganisaties die van dat comité deel uitmaken.

.../...

HOOFDSTUK VI. - Bepalingen toepasselijk op de vakorganisaties en hun afgevaardigden.

Artikel 51.- (58 van het ontwerp).

In de bepalingen van dit hoofdstuk dient te worden verstaan :

1° onder "vakbondsafgevaardigden", de al dan niet vaste vakbondsafgevaardigden van de representatieve vakorganisaties en die van de erkende vakorganisaties ;

2° onder "verantwoordelijke leiders", van de vakbondsafgevaardigden van wie de lijst medegedeeld wordt aan de overheden, van wie de erkenning van de betrokken vakorganisatie afhangt ;

3° onder "vaste afgevaardigde", de vakbondsafgevaardigde die de beroepsbelangen van de aan dit besluit onderworpen personeelsleden regelmatig en doorlopend verdedigt.

Afdeling 1. - Erkenning van de vakorganisaties.

Artikel 52. (51 van het ontwerp)

Om overeenkomstig artikel 15 van de wet erkend te kunnen worden, moeten de vakorganisaties, sedert minstens drie jaar, doorlopend hun roeping hebben bevestigd, het geheel van de beroepsbelangen van de personeelsleden die zij vertegenwoordigen te verdedigen en te behartigen.

.../...

De erkenning wordt aangevraagd bij de overheid of de overheden belast met het secretariaat van het bijzonder onderhandelingscomité in het gebied waarvan de betrokken vakorganisatie leden heeft.

Artikel 53.-

De erkenning kan worden geweigerd of ingetrokken bij een met redenen omklede beslissing van de overheid of overheden aan wie zij gevraagd werd.

De overheid hoort echter vooraf de verklaringen van een te dien einde door de betrokken vakorganisatie aangewezen verantwoordelijke leider.

Afdeling 2. - Prerogatieven van de representatieve vakorganisaties.

Artikel 54.- (52 van het ontwerp)

De erkende vakorganisaties oefenen de door artikel 16 van de wet bepaalde prerogatieven slechts uit ten opzichte van de aan dit besluit onderworpen personeelsleden die zij vertegenwoordigen. Zij hebben echter toegang bij al de overheden die aan de vaststelling van de algemene arbeidsvoorwaarden van die personeelsleden deelnemen.

Artikel 55.- (54 van het ontwerp)

De representatieve vakorganisaties oefenen hun prerogatieven uit in het gebied van de onderhandelingscomités waarin zij zitting hebben.

.../...

Artikel 56.- (55 van het ontwerp)

Onverminderd de persoonlijke contacten die de vakbondsafgevaardigden met de personeelsleden kunnen hebben, moeten de vergaderingen, belegd door de representatieve vakorganisaties in de lokalen van de besturen, inrichtingen, instellingen en diensten, worden toegestaan door de overheid die deze diensten leidt of door haar behoorlijk gemachtigde afgevaardigde.

Tijdens de diensturen mogen slechts bij uitzondering vergaderingen worden belegd ; zij moeten behoorlijk verantwoord zijn.

Artikel 57.- (56 van het ontwerp)

De representatieve vakorganisaties en de erkende vakorganisaties krijgen op hun verzoek, in ten hoogste vijfentwintig exemplaren, de algemene documentatie betreffende het beheer van het personeel dat zij vertegenwoordigen.

Artikel 58.- (57 van het ontwerp)

De berichten welke de representatieve vakorganisaties en de erkende vakorganisaties wensen aan te hangen in de lokalen van de besturen, inrichtingen, instellingen en diensten, moeten vooraf worden geviseerd door de overheid welke die diensten leidt of door haar behoorlijk gemachtigde afgevaardigde.

De berichten mogen alleen betrekking hebben op de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 2, 11 en 13 van de wet.

.../...

Afdeling 3. - Statuut van de vakbondsafgevaardigden.

Onderafdeling 1. - Bepalingen betreffende alle vakbondsafgevaardigden.

Artikel 59.-

Opdat de vakbondsafgevaardigden hun opdrachten ongehinderd kunnen uitoefenen, kan de overheid die hun vakorganisatie representatief verklaard of erkend heeft, hun op aanvraag van hun vakorganisatie een kaart van vakbondsafgevaardigde afgeven.

Het model van deze kaart wordt bepaald door de Minister van Openbaar Ambt.

Artikel 60.-

De vakbondsafgevaardigde oefent, namens zijn organisatie, het in artikel 16, 2°, van de wet bedoelde prerogatief uit met eerbied voor anderen en zonder ruchtbaarheid te geven aan de vertrouwelijke feiten en documenten waarvan hij kennis heeft te nemen.

In geval van misbruik kan de uitoefening van dat prerogatief hem worden ontzegd bij een met redenen omklede beslissing van de overheid die zijn vakorganisatie representatief verklaard of erkend heeft.

Die overheid neemt haar beslissing eerst nadat aan de betrokkene en zijn vakorganisatie gelegenheid tot verantwoording is gegeven.

.../...

Artikel 61.-

Opdat zij zich kunnen begeven naar elk onderhandelingscomité of overlegcomité waarin zij zitting hebben, worden de vakbondsafgevaardigden - ten hoogste drie jaar per vakorganisatie - voor hun reiskosten vergoed overeenkomstig de voor het rijkspersoneel geldende reglementering betreffende het gebruik van gemeenschappelijke vervoermiddelen, ongeacht of zij die vervoermiddelen dan wel hun eigen voertuig gebruiken.

Zij worden gelijkgesteld met de ambtenaren die een graad van rang 10 bekleden.

De vergoedingen bedoeld in het eerste lid, komen ten laste van de begroting :

a) van de diensten van het Openbaar Ambt wanneer ze uitbetaald worden aan vakbondsafgevaardigden die in een van de drie algemene onderhandelingscomités zitting hebben ;

b) van het betrokken ministerie of de betrokken ministeries, in het tweede geval overeenkomstig de te dien einde getroffen schikking, wanneer ze uitbetaald worden aan vakbondsafgevaardigden die zitting hebben in een sectorcomité of in een overlegcomité, uitsluitend opgericht voor de personeelsleden van dat ministerie of die ministeries ;

c) van de instelling of de instellingen van openbaar nut, en in het tweede geval overeenkomstig de te dien einde getroffen schikking, wanneer ze uitbetaald worden aan vakbondsafgevaardigden die zitting hebben in een sectorcomité of in een overlegcomité, uitsluitend opgericht voor de personeelsleden van die instelling of instellingen van openbaar nut.

.../...

Onderafdeling 2. - Bepalingen betreffende de vakbondsafgevaardigden die aan dit besluit onderworpen personeelsleden zijn.

Artikel 62.-

De aan dit besluit onderworpen personeelsleden die als niet vast vakbondsafgevaardigde in een onderhandelingscomité of in een overlegcomité zitting hebben, krijgen vakbondsverlof, tenzij dit volstrekt in strijd is met de behoeften van de dienst.

Hun dienstchef wordt tijdig in kennis gesteld van hun opdracht. Indien hij het wenst, wordt die opdracht bevestigd door een verantwoordelijke leider van de vakorganisatie.

Artikel 63.-

De aan dit besluit onderworpen personeelsleden zijn van rechtswege met vakbondsverlof zodra zij vast vakbondsafgevaardigde van een representatieve vakorganisatie of van een erkende vakorganisatie worden.

De overheid onder wie zij ressorteren wordt vooraf van het begin van hun opdracht in kennis gesteld door een verantwoordelijke leider van de vakorganisatie.

Artikel 64.-

De aan dit besluit onderworpen personeelsleden met vakbondsverlof zijn niet onderworpen aan het hiërarchische gezag ;

.../...

zij worden niettemin geacht in actieve dienst te zijn en blijven onderworpen aan de statuutbepalingen die, in hun bestuur, dienst, inrichting of instelling, hun persoonlijke rechten in die stand bepalen, inzonderheid hun recht op wedde en op de bevordering tot een hogere wedde.

Artikel 65.-

§ 1. (Tekst van het ontwerp).

§ 2. Voor feiten verbonden aan de uitoefening van een vakbondsmandaat mogen de bepalingen betreffende de tuchtregeling, de schorsing van dienst, de overplaatsing bij ondermaatregel, het ontslag van ambtswege of de afdanking niet worden toegepast op de aan dit statuut onderworpen personeelsleden.

(Voor het overige, zie opmerking)

Artikel 66.-

Wanneer de vaste vakbondsafgevaardigde door een andere ambtenaar wordt voorbijgegaan, verkrijgt hij, volgens de bepalingen van zijn statuut, op zijn aanvraag een bevordering of enige andere gelijkaardige verhoging in graad of loopbaan, zelfs als er geen vacante betrekking is, wanneer de volgende drie voorwaarden vermeld zijn :

1° de betrokkene is sedert ten minste twee jaar met vakbondsverlof in de hoedanigheid van vast vakbondsafgevaardigde ;

2° de bevorderde kandidaat komt achter de betrokkene :

a) in de rangschikking naar anciënniteit, wat betreft de Rijksambtenaren en de personeelsleden van de instellingen

.../...

van openbaar nut die onderworpen zijn aan het statuut vastgesteld bij het koninklijk besluit van 8 januari 1973 ;

b) in de rangschikking voor de bevordering of voor enige andere gelijkaardige verhoging in graad of loopbaan, vastgesteld bij de wet of bij hun eigen statuut, wat de andere personeelsleden betreft ;

3° de bevorderde kandidaat behoort tot dezelfde taalgroep als de betrokkene, of tot de andere taalgroep, wanneer een bijzondere bepaling in dat geval een compensatiebevordering toestaat.

Artikel 67.-

De in artikel 66 bedoelde bevordering of enige andere gelijkaardige verhoging in graad of loopbaan wordt verkregen op de datum van de bevordering, bedoeld in zijn 2°.

Artikel 68.-

Geen nieuwe toepassing van artikel 66 op hetzelfde personeelslid kan plaatsvinden vooraleer twee jaar verlopen zijn sedert zijn laatste bevordering.

Artikel 69.- (70 van het ontwerp)

Bij het verstrijken van zijn vakbondsverlof wordt het betrokken personeelslid, vast vakbondsafgevaardigde, zo vlug mogelijk met toepassing van zijn statuut tewerkgesteld in een betrekking die of een ambt dat met zijn kwalificatie of bekwaamheid overeenstemt, wanneer hij niet onmiddellijk met een betrekking of een ambt van zijn graad kan worden bekleed.

.../...

Artikel 70.- (71 van het ontwerp)

Elk kwartaal maken de representatieve vakorganisaties en de erkende vakorganisaties aan de rekenplichtige, aangewezen door de overheid die de bezoldigingen betaalt, een som over die gelijk is aan het bedrag van de bezoldigingen welke tijdens het vorige kwartaal werden uitbetaald aan de aan dit besluit onderworpen personeelsleden, die vaste vakbondsafgevaardigden zijn.

Indien ze bij het verstrijken van het kwartaal niet aan de in het eerste lid opgelegde verplichting heeft voldaan, wordt de vakorganisatie-schuldenaar niet meer als representatief beschouwd of wordt haar erkenning ingetrokken bij een met redenen omklede beslissing van de overheid die ze representatief verklaard of erkend heeft. Deze beslissing wordt genomen nadat aan een verantwoordelijke leider gelegenheid tot verantwoording is gegeven.

Artikel 71.- (72 van het ontwerp)

Op een aanvraag, ondertekend door een verantwoordelijke leider van de representatieve of van de erkende vakorganisatie en gericht aan de ambtenaar die bevoegd is om verlof toe te staan, krijgen de aan dit besluit onderworpen personeelsleden vrijstelling van dienst :

1° om deel te nemen aan vergaderingen van in de organisatie opgerichte commissies of comités of aan vormingsactiviteiten waartoe de organisatie het initiatief heeft genomen ;

2° om als vakbondsafgevaardigde ad hoc op te treden ter uitoefening van een van de prerogatieven bedoeld in artikel 16, 1° en 2°, en in artikel 17, 3°, van de wet.

.../...

Artikel 72.- (71 van het ontwerp)

De moeilijkheden waartoe de toepassing van de artikelen 62 en 71 aanleiding geeft, worden onderzocht door een paritair samengestelde afdeling van het gemeenschappelijk comité ; deze verstrekt aanbevelingen aan de bevoegde overheid.

In het organiseren van die afdeling wordt in het huishoudelijk reglement van dat comité voorzien.

HOOFDSTUK VII. - Wijzigingsbepalingen.

Artikel 73.- (76 van het ontwerp)

(zoals in het ontwerp).

Artikel 74.- (77 van het ontwerp)

Artikel 9 van de wet van 27 juli 1961 tot wijziging van sommige bepalingen van Titel IV van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en tot intrekking van de wet van 28 februari 1961 houdende aanvulling van artikel 75 van de gemeentewet, wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

"De raadpleging bedoeld in het eerste, tweede en derde lid wordt vervangen door de formaliteiten welke de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel voorschrijft, voor de personeelsleden op wie die wet toepasselijk is verklaard".

.../...

HOOFDSTUK VIII. - Slotbepalingen.

Artikel 75.-

In de koninklijke besluiten vermeld in het derde lid blijven alleen van toepassing, met ingang van de datum bepaald in artikel 77, § 1, de bepalingen betreffende de vakbondsraadpleging en de werking van de sociale diensten.

Bij elke toepassing van artikel 77, § 2, en in het kader van deze toepassing, zijn de voorstellen waarover onderhandeld of overleg gepleegd is niet meer onderworpen aan de vakbondsraadpleging, bedoeld in het eerste lid.

Opgeheven worden, op de laatste datum, die in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt overeenkomstig artikel 77, § 2, en zonder wijziging van de regelen betreffende de samenstelling van de beheerraden van de bestaande sociale diensten tot op de inwerkingtreding van artikel 13 van de wet :

1° het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 februari 1957, 18 februari, 2 juni en 10 november 1959, en 2 augustus 1960;

2° het koninklijk besluit van 21 februari 1955 houdende syndicaal statuut van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 augustus 1964 ;

3° artikel 40 van het koninklijk besluit van 16 september 1959 houdende statuut van de voorzitter van de Nationale Raad voor Wetenschapsbeleid, van de secretaris-generaal en van het personeel van de diensten voor programmatie van het wetenschapsbeleid ;

.../...

4° artikel 28 van het koninklijk besluit van 29 juni 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel bij het secretariaat van de Nationale Arbeidsraad ;

5° artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 november 1962 houdende het organiek reglement van de Dienst van de Algemene Stagemeester ;

6° het koninklijk besluit van 7 december 1962, houdende syndicaal statuut van het personeel der griffies en der parketten en van de vaste afgevaardigden ter kinderbescherming, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juli 1963.

7° het koninklijk besluit van 6 juni 1963 tot verdaging van de syndicale verkiezing in de openbare diensten ;

8° artikel 11 van het koninklijk besluit van 25 september 1969 houdende splitsing van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur ;

9° artikel 48 van het koninklijk besluit van 2 juni 1971 tot oprichting van een Bestuur van de Criminele Informatie bij het Ministerie van Justitie en tot vaststelling van het statuut van het personeel van dit bestuur, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 november 1971 en 18 januari 1977.

Artikel 76.- (78 van het ontwerp)

Met ingang van de inwerkingtreding van de bepalingen die op hen toepassing vinden, zijn de vakorganisaties en de vakbondsafgevaardigden uitsluitend aan dit besluit onderworpen.

De vakorganisaties blijven echter aan de vroegere wets- en verordeningsbepalingen onderworpen om te voldoen aan de laatste verplichtingen die hun door die bepalingen werden opgelegd.

.../...

Artikel 77.- (79 van het ontwerp)

§ 1. De bepalingen van dit besluit, waarvan de toepassing afhangt van de krachtens artikel 52 verkregen erkenning van de vakorganisaties, treden in werking op de datum vastgesteld voor de indiening van de eerste aanvragen om erkenning.
Deze datum wordt door de Minister van Openbaar Ambt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

§ 2. (Tekst van het ontwerp).

Artikel 78.- (80 van het ontwerp)

De grondregelingen, bepalingen, maatregelen en richtlijnen, alsook de wetsontwerpen bedoeld in artikel 2, §§ 1 en 2, van de wet, waarvoor een instelling, waarin het personeel vertegenwoordigd is, reeds vóór de aanstelling van het bevoegde onderhandelingscomité een advies heeft uitgebracht, zijn niet meer aan de voorafgaande onderhandeling onderworpen.

De voorstellen betreffende de beslissingen, regelingen, maatregelen en richtlijnen bedoeld in artikel 11, § 1, van de wet, waarvoor een instelling waarin het personeel vertegenwoordigd is, reeds vóór de aanstelling van het bevoegde overlegcomité een advies heeft uitgebracht, zijn niet meer aan het voorafgaand overleg onderworpen.

Artikel 79.- (69 van het ontwerp)

De termijnen van twee jaar, bepaald in de artikelen 66 en 68, worden zo nodig voor de eerste toepassing van die artikelen op het betrokken personeelslid berekend met inachtneming van

.../...

het vakbondsverlof dat hij in de hoedanigheid van vast vakbondsafgevaardigde verkregen heeft overeenkomstig enig vorig wettelijk of verordenend syndicaal statuut.

Artikel 80.- (81 van het ontwerp)

Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

BOUDEWIJN
van Koningswege :
De Eerste Minister,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
De Minister van Openbaar Ambt".

Bijlage.

I. (zoals in het ontwerp).

II. Sector Financiën (zoals in het ontwerp, maar de woorden "Zelfstandige Kas voor oorlogsschade" vervange men door de woorden "Nationale Kas voor Rampenschade").

XV. Sector Landsverdediging (zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst vervange men de woorden "Institut royal de Messine" door de woorden "Institution royale de Messine").

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.